

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 23/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AXIA

ZI Route de l'Industrie
73540 Esserts-Blay

Code AIOT : 0006104343

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2025 dans l'établissement AXIA implanté ZI Route de l'Industrie 73540 Esserts-Blay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXIA
- ZI Route de l'Industrie 73540 Esserts-Blay
- Code AIOT : 0006104343
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Par arrêté préfectoral du 4 février 2003, la société AXIA (établissements POUGET) a été autorisée à exploiter sur les communes d'Esserts-Blay et de La Bâthie un centre de tri, transit et regroupement de déchets.

L'exploitant a par la suite mis fin aux activités exercées sur la commune de La Bâthie.

Un arrêté préfectoral du 1er octobre 2015 a actualisé les prescriptions applicables aux activités, exercées sur les seules parcelles localisées sur la commune d'Esserts-Blay.

Par ailleurs, la société AXIA Pouget dispose de l'agrément n° PR7300016D d'exploitant d'un centre VHU par arrêté préfectoral complémentaire du 14 janvier 2013 et de l'agrément n° PR7300016B pour l'activité de broyage de VHU délivré par arrêté préfectoral complémentaire du 1er octobre 2015.

De plus, l'arrêté préfectoral du 18 août 2022 impose des prescriptions complémentaires aux activités de la société Axia Pouget.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Volumes stockés et emplacements de stockage	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 1.2.1, 71.1 et 1.3.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Évacuation des boues thermales	AP de Mise en Demeure du 21/05/2014, article 1er	Amende, Astreinte	/
3	Analyses des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours
4	Emplacements de stockage	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 1.3.1	Demande d'action corrective	2 mois
5	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement du 01/01/2025, article L.541-10-26	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite d'inspection, nous demandons à l'exploitant de mener les actions suivantes :

Sous un délai d'une semaine :

- nous informer de la nature des déchets présents dans les bennes au nord du site à savoir si les bouteilles de gaz sont toutes ouvertes ou si certaines sont étanches et non ouvertes,
- déplacer aux emplacements prévus à cet effet les déchets situés au nord du site (ferrailles et bennes de bouteille de gaz),
- entreposer les VHU dépollués dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres,
- nous indiquer si les analyses des rejets aqueux du site ont été effectuées.

Sous un délai de 2 mois :

- faire évacuer les pneus présents sur site afin de respecter le volume autorisé indiqué (100 m3) dans l'arrêté préfectoral du 1er octobre 2015 susvisé,
- faire évacuer le stock de VHU présent à l'extérieur du bâtiment afin de respecter la superficie autorisée indiquée (100 m2) dans l'arrêté préfectoral du 1er octobre 2015 susvisé,

- transmettre sous 2 mois le contrat signé entre l'éco-organisme et la société AXIA relatif à la gestion des véhicules hors d'usage

Par ailleurs, considérant l'écart constaté entre le plan transmis dans l'étude de danger du 22 janvier 2024 et la disposition des tas sur site, nous demandons à l'exploitant de :

Sous un délai de 3 mois :

- soit respecter le plan des stockages mentionné dans l'étude de danger transmise le 22 janvier 2024
- soit mettre à jour l'étude de danger transmise en 2024 en prenant en compte les nouveaux emplacements.

L'exploitant devra indiquer à l'inspection son choix sous un délai de quinze jours.

Enfin, il est proposé de liquider partiellement l'astreinte journalière établie au travers de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2018 considérant que les boues des thermes sont toujours présentes sur le site. De plus, il est proposé une amende administrative d'un montant de 5000 euros portant sur le non-respect de la transmission des informations relatives au déstockage des boues thermales comme pourtant demandé dans l'arrêté préfectoral de suspension du 27 mars 2018.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Volumes stockés et emplacements de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 1.2.1, 71.1 et 1.3.1
Thème(s) : Situation administrative, Volumes stockés et emplacements de stockage – VHU
Prescription contrôlée : Rubrique 2712 : Superficie maximale : 100 m ² (rubrique 2712). Exploitation de l'établissement conformément aux plans. Rubrique 2714 : Pneumatiques usagées : volume maximal autorisé 100 m ³ .
Constats : Le contrôle du site s'est déroulé seul, le responsable du site était absent le jour de l'inspection. Lors de la visite du site, il a été constaté la présence de trois bennes remplies de bouteilles de gaz au nord du site. La plupart des bouteilles situées à la surface des bennes semblaient déjà ouvertes mais l'incertitude reste quant au reste des bouteilles situées dans la benne. Par ailleurs, ces 3 bennes et la ferraille présente autour sont entreposés à des emplacements non identifiés sur le derniers plan du site transmis à date, dans l'étude de danger mise à jour du 22 janvier 2024. Nous avons également constaté la présence de plusieurs bennes remplies de pneus avec ou sans jantes. Au total, il a été dénombré un nombre de 13 bennes d'environ 30 m ³ dont 8 bennes au centre du site et 5 bennes situées à l'ouest du site. Cela porte le volume total constaté à 390 m ³ environ. Enfin, il a été constaté un stock important de VHU dépollué entreposé à l'extérieur du bâtiment dans des conditions dangereuses d'instabilité du fait du gavage de véhicules sur parfois 5 hauteurs. L'occupation en termes de surface de l'activité VHU dépasse les 400 m ² .
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Sous un délai d'une semaine, nous demandons à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nous informer de la nature des déchets présents dans les bennes au nord du site à savoir si les bouteilles de gaz sont toutes ouvertes ou si certaines sont étanches et non ouvertes, - déplacer aux emplacements prévus à cet effet les déchets situés au nord du site (ferrailles et bennes de bouteille de gaz), - entreposer les VHU dépollués dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres. <p>Sous un délai de 2 mois, nous demandons à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - faire évacuer les pneus présents sur site afin de respecter le volume autorisé indiqué (100 m3) dans l'arrêté préfectoral du 1er octobre 2015 susvisé, - faire évacuer le stock de VHU présent à l'extérieur du bâtiment afin de respecter la superficie autorisée indiquée (100 m2) dans l'arrêté préfectoral du 1er octobre 2015 susvisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Évacuation des boues thermales

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/05/2014, article 1er
Thème(s) : Situation administrative, Évacuation des boues thermales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Justifier de l'évacuation des déchets dans une filière autorisée</p>
<p>Constats :</p> <p>Nous avons constaté que les boues des thermes étaient toujours présentes sur site en deux endroits au minimum.</p> <p>A l'entrée du site et sur les parcelles OC 0014 et 0015. Le volume estimé est de 1400 m3 considérant la surface occupée par les boues de 365 m2 et la hauteur constatée lors de la visite d'environ 4 mètres. Aussi, à l'ouest du site, il a été constaté la présence de boues à un volume d'environ 300 m3 pour ce qui était visible. A posteriori, les photographies aériennes ne permettent pas de visualiser précisément l'étendue de ce stockage de boues.</p> <p>Pour rappel, la mise en demeure relative à cette demande date de 2014. Depuis, les sanctions suivantes ont été prises à l'encontre de l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Arrêté préfectoral de consignation du 20/01/2016 : 15 000 € (recouvrés) - Arrêté préfectoral de suspension du 27/03/2018 : article 2 - dernier alinéa : "Par courrier électronique, l'exploitant déclare à la DREAL hebdomadairement, les volumes stockés, les volumes évacués dans la semaine écoulée et le cumul des évacuations depuis la notification du présent arrêté, et les installations destinataires (nom, département, commune, filière de traitement)." - Arrêté préfectoral du 27/03/2018 portant astreinte administrative de 100 €/j jusqu'à évacuation complète du stock - Arrêtés préfectoraux portant liquidations partielles de l'astreinte : 19/09/2018, 5/06/2019, 3/09/2019, 16/03/2020, - Arrêté préfectoral portant amende administrative du 19/09/18 : 1 000 € pour non-transmission

des informations relatives au déstockage des boues thermales - Arrêté préfectoral de consignation complémentaire du 2/06/2021 : 300 000 € abaissé le 3 août 2022 à 225 000 euros.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Nous demandons à l'exploitant quelles actions a-t-il entrepris depuis 2014 pour évacuer les boues comme demandé dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 mai 2014 susvisé. En l'état actuel, nous proposons vis-à-vis de cette situation de non-conformité de : - liquider partiellement l'astreinte journalière établie par arrêté préfectoral du 27 mars 2018, - d'établir une amende administrative de 5 000 euros pour la non-transmission des informations relatives au déstockage des boues thermales comme pourtant demandé à l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 21 mai 2014.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Amende, Astreinte

N° 3 : Analyses des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses des eaux pluviales
Prescription contrôlée : L'exploitant doit procéder annuellement à un contrôle des eaux pluviales potentiellement polluées rejetées au milieu naturel portant sur les paramètres définis à l'article 3-4-4 de l'AP du 01/10/15. Ce rapport annuel doit être transmis à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois suivant son édition.)
Constats : Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de nous indiquer si les analyses des rejets aqueux du site avaient été effectués.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous un délai d'une semaine, nous demandons à l'exploitant de nous indiquer si les analyses des rejets aqueux du site ont été effectuées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 7 jours

N° 4 : Emplacements de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 1.3.1
Thème(s) : Situation administrative, Emplacements de stockage
Prescription contrôlée :

Exploitation de l'établissement conformément aux plans
<p>Constats :</p> <p>Comme mis en évidence dans les constats précédents, les stockages ne respectent pas le plan figurant dans le dossier administratif (dossier Etude de danger mise à jour daté du 22 janvier 2024). En particulier, nous avons constaté que les pneus, les déchets verts ne se situent plus à la localisation indiquée.</p> <p>D'autre part, nous avons vérifié si les mesures décrites dans l'étude de danger transmise en janvier 2024 étaient mises en œuvre sur le site effectivement. Les caisses prévues au stockage des batteries Lithium n'ont pas été visualisé lors de la visite et l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si ces caisses étaient présentes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les distances retenues dans l'étude de danger pour les différents phénomènes dangereux impactent directement l'emplacement des déchets. En ce sens, dans la mesure où les distances sont représentées sur un plan qui n'est pas représentatif de la réalité, l'étude de danger est caduque. Nous demandons à l'exploitant de mettre à jour l'étude de danger en prenant en compte le nouveau plan du site.</p> <p>Par conséquent, sous un délai de 3 mois, nous demandons à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit respecter le plan des stockages mentionné dans l'étude de danger transmise le 22 janvier 2024 - soit mettre à jour l'étude de danger transmise en 2024 en prenant en compte les nouveaux emplacements. <p>L'exploitant devra indiquer à l'inspection son choix sous un délai de quinze jours.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Obligation de contractualisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2025, article L.541-10-26
Thème(s) : Situation administrative, Obligation de contractualisation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivants que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec les éco-organismes ou les systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10 :</p> <p>1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ;</p> <p>2° La dépollution des véhicules ;</p> <p>3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.</p>
Constats :

<p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de nous indiquer si un contrat avec un éco-organisme avait été passé. Postérieurement à la visite, l'exploitant nous a transmis par courriel un accusé-réception de sa démarche de contractualisation avec l'éco-organisme "Recycler mon véhicule".</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Nous demandons à l'exploitant de nous transmettre sous 2 mois le contrat signé entre l'éco-organisme et la société AXIA relatif à la gestion des véhicules hors d'usage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>